

Martin Ford voit les choses du bon et du mauvais côté. L'auteur de *The Lights In the Tunnel: Automation, Accelerating Technology and the Economy of the Future*

(
Des lumières dans le tunnel : l'automatisation, le développement accéléré des technologies et l'économie du futur
)

soutient que les progrès technologiques causeront bientôt une pénurie d'emplois, une situation qu'il juge inévitable. Mais le bon côté, toujours selon lui, c'est qu'il est encore temps d'agir, sans détruire pour autant toutes les machines sur notre passage. L'entrepreneur de la Silicon Valley fait partie d'une poignée d'audacieux qui osent lancer l'alerte. L'un des rares, en effet, à défendre ce point de vue controversé, il se fait volontiers taxer de « luddiste ». Ce qui ne l'empêche pas de se distinguer par la subtilité de son analyse et la force de ses arguments.

Selon votre appréciation de la situation aux États-Unis, les nouvelles technologies créeraient en fait relativement peu d'emplois, des postes de courte durée de surcroît. Y a-t-il, même aujourd'hui, suffisamment de travail dans le secteur privé ?

De toute évidence, il n'y en a actuellement pas assez. Le chômage est encore très élevé. Je m'intéresse notamment aux jeunes qui sortent des collèges américains. La sagesse populaire veut que les études garantissent un brillant avenir. Mais ce que l'on observe dans les faits, c'est que 50 % des finissants ne trouvent rien à leur sortie du collège ou bien qu'ils acceptent des boulots qui ne nécessitent aucun diplôme d'études supérieures. Ils travaillent chez Starbucks, par exemple. Et ces 10 dernières années, les salaires des finissants du collège ont diminué... Un tas de facteurs indiquent qu'on ne crée plus autant de postes qu'avant. Il n'y en a pas assez pour tout le monde, en tout cas pas assez de bons emplois.

Les nouvelles technologies ne créent donc pas beaucoup d'emplois. Pourquoi ?

Le phénomène le plus important, selon moi, c'est l'automatisation sans cesse croissante des tâches routinières. Et quand on dit « routinières », on doit peser ses mots. Autrefois, cela pouvait vouloir dire travailler debout sur une ligne de montage. Aujourd'hui, la définition est beaucoup plus large. Il faudrait d'ailleurs remplacer le mot « routinier » par « prévisible ».

Si vous occupez le genre d'emploi pour lequel on pourrait se former simplement en étudiant vos

dossiers, en s'exerçant et en répétant tout ce que vous avez fait, il se peut très bien qu'un algorithme réussisse la même chose. Si vos tâches deviennent prévisibles pour quelqu'un qui se penche sur vos réalisations passées, elles seront vulnérables un jour ou l'autre. Et c'est ce qui se produit de plus en plus, parce que c'est malheureusement vrai pour la plupart des postes. Le nombre de personnes qu'on ne paie que pour réfléchir à des questions fondamentales et pour créer est en réalité relativement modeste.

Et si, du jour au lendemain, les étudiants en ingénierie ou en conception de logiciels se tournaient tous vers la plomberie ? Notre économie pourrait-elle absorber cette arrivée massive d'ouvriers ?

La concurrence serait bien sûr très vive dans le secteur. Le problème, c'est que même ce type d'emploi, qui échappe à l'automatisation, subira des contrecoups cycliques. Autrement dit, si beaucoup de gens sont réduits au chômage et qu'ils n'achètent plus de maisons, par exemple, la demande pour les plombiers et les électriciens, affectés le plus souvent à de nouvelles constructions, va chuter en conséquence.

Les métiers présentent moins de risques quant à l'automatisation, mais tout le monde ne peut pas se ruer vers ce genre d'emplois. Avec le renforcement de la concurrence, toutefois, des gens qui auraient normalement fréquenté le collège ou l'université risquent de surclasser les candidats plus traditionnels, ceux que les études supérieures n'attirent pas. Ce qu'il faudra alors se demander, c'est ce que feront ces derniers le jour où les étudiants universitaires rivaliseront avec eux pour les postes de plombiers.

Peut-on, sans risque, oser remettre en question le « diktat économique » selon lequel les percées technologiques ne cesseront de créer de nouveaux emplois ?

Je pense que les faits vont finir par s'en charger. Les gens vont se rendre compte de ce qui se passe autour d'eux et leur opinion va commencer à changer. Le préjugé est particulièrement répandu chez les économistes et chez les gens instruits et à l'aise. Mais si vous vous adressez à Monsieur et Madame Tout-le-Monde, ceux qui vivent de près le choc de la situation, vous verrez qu'ils sont beaucoup plus conscients de ce qui arrive. Parler de tout cela comme je le fais, c'est bel et bien tabou. On me qualifie souvent de « luddiste ».

Selon vous, les programmes incitatifs du gouvernement américain ont-ils contribué à créer des emplois, ou du moins à les préserver ?

Ils ont probablement aidé à en garder. Mais les incitatifs perdront de plus en plus de leur efficacité. On aura beau injecter de l'argent, il y aura de moins en moins de nouveaux postes. Parce qu'à mesure que les technologies progressent, l'argent va d'abord dans les machines, pas dans les ressources humaines. Alors, les répercussions économiques du soi-disant effet multiplicateur – l'idée que pour chaque dollar investi, les retombées sont, disons, d'un dollar et demi – seront beaucoup moins importantes avec le temps. Jusqu'ici, j'ai approuvé les mesures incitatives. Je pense que c'est ce qu'il fallait faire. Mais on doit reconnaître aujourd'hui que le problème est structurel et que ce genre d'intervention donnera de moins en moins de résultats.

DES EMPLOIS EN VOIE D'EXTINCTION		5 spécialités en déclin
Emploi	Salaire annuel moyen	Variation entre 2006 et 2012
Opérateur de moulin à papier	56 160 \$	- 67 %
Développeur de photos	23 213 \$	- 59 %
Tisseur et tricoteur	29 120 \$	- 58 %
Cueilleur	22 360 \$	- 57 %
Commis de bureau	35 360 \$	- 46 %

Vous avez prétendu que le chômage relié aux technologies atteindrait les 75 % avant que l'économie s'effondre. Ne montrera-t-elle pas des signes de paralysie bien avant ?

Eh bien, ce chiffre, c'était plutôt une image. En toute honnêteté, je ne pense pas que nous atteignons jamais les 75 %. Nous n'en sommes qu'à 8 %, et la situation n'est pas rose. Si jamais nous nous rendions à 20, 25 ou même 30 %, ce serait déjà un précédent historique. Les problèmes se multiplieraient partout, autant sur le plan social qu'économique. La société commencerait à se démanteler. Ce serait terrible. Alors, il faut absolument y remédier avant d'en arriver là.

Vous avez écrit : « L'automatisation de l'ensemble des secteurs économiques n'est pas une impossibilité technologique. C'est une impossibilité *psychologique* ». Vous faisiez

ainsi référence à notre résistance vis-à-vis l'idée que nous puissions nous exclure nous-mêmes de nos emplois à force d'automatisation. Que vouliez-vous dire au juste ?

C'est sans doute un simple parti pris psychologique, une réticence à voir les choses en face. Certains ont d'autres arguments. Ils disent par exemple que cela ne s'est jamais produit dans l'histoire. Si l'on regarde en arrière, on se rend compte que de nombreuses percées technologiques ont pu perturber l'offre par le passé, mais qu'au final, nous nous sommes adaptés et nous avons réussi à créer plus d'emplois durables.

Ce sur quoi je veux insister, c'est que, cette fois, l'avenir s'annonce selon moi tout autre, à cause du développement actuel des technologies et de la vitesse à laquelle elles évoluent. En même temps, tout cela est assez difficile à démêler. Il faut interpréter les statistiques avec précaution. Les répercussions ne sont pas évidentes. Les emplois disparaissent, d'accord, mais est-ce à cause de l'automatisation ou bien d'autres facteurs sont-ils en cause ? Ce n'est pas aussi clair qu'on le voudrait.

Comment alors résoudre le problème de l'automatisation et de la perte croissante d'emplois qui y est reliée ?

À court terme, nous pouvons mettre davantage l'accent sur la formation et sur les études, et les rendre accessibles au plus grand nombre, empêcher les étudiants de contracter d'énormes prêts, notamment. À long terme, avec la vraisemblable pénurie d'emplois, nous devons inventer des solutions non conventionnelles, comme j'en parle dans mon livre. Il faudra envisager une réelle restructuration du système. Et la façon la plus simple d'y arriver serait sans doute d'établir une forme de revenu minimum garanti. Comme je le souligne aussi dans mon ouvrage, on devrait assortir cette idée de mesures incitatives. Au lieu de se contenter de leur donner de l'argent, on pourrait permettre aux gens de gagner plus en posant des gestes bénéfiques pour eux-mêmes et pour la communauté.

On imagine d'emblée les cas problèmes : les élèves marginaux du secondaire, par exemple, qui seraient assurés d'un revenu dès leurs 18 ans, avec ou sans diplôme. Cela soulève de nouveau la question des incitatifs. Un tas de gens pourraient très bien refuser tout effort, ce qui n'est pas souhaitable pour la société. C'est pourquoi il faudrait concevoir des incitatifs de base, en rapport avec les études. Nous devons nous assurer que la population s'instruise.

Vous affirmez que la sous-traitance à l'étranger ne fait que paver la voie à l'automatisation. Qu'est-ce qui pourrait mettre un frein à ce phénomène ?

Les tâches effectuées à l'étranger finiront par être automatisées elles aussi. Ce ne sont donc pas les États-Unis qui risquent de subir les plus sévères contrecoups, mais les pays émergents. Je pense que la Chine sera très durement frappée par l'automatisation des usines. Aux États-Unis, ses effets vont continuer de se faire sentir, mais pas autant, puisque les emplois ont déjà disparu. C'est plutôt l'automatisation du secteur des services qui perturbera l'économie. Les emplois de première ligne continueront donc d'être exportés outremer, jusqu'à ce qu'ils soient automatisés à leur tour, au fur et à mesure que progressera la technologie.

Les économies avancées montrent-elles des signes d'adaptation, dans un monde où l'automatisation diminuera les perspectives d'emploi ?

En général, non. Mais à l'heure actuelle, les pays scandinaves sont les plus susceptibles de faire face à la situation, grâce à leur longue tradition de politiques sociales. L'Allemagne a de son côté adopté des mesures très positives pendant la récession. Pensons seulement au partage du travail. Au lieu de laisser l'industrie procéder à des coupes sombres, comme aux États-Unis, le gouvernement allemand a favorisé le temps partiel et subventionné les salaires. Les gens ont continué de travailler, les emplois ont été maintenus et le savoir-faire a été préservé. Cela ressemble beaucoup à l'idée que j'exprime dans mon livre. Il faut combiner le partage du travail à une forme de revenu assuré par le gouvernement. Certains pays ont certainement réussi ce genre de chose.

Article original publié dans Canadian Business, traduction de C'est-à-dire

Cet article [La technologie vous simplifie la vie ; pourrait-elle bientôt vous voler votre emploi ?](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [La technologie vous simplifie la vie pourrait-elle bientôt vous voler votre emploi](#)